



THÈME

Partenariats pour transformer les relations de genre

DATE

24-25 janvier 2018

LIEU

Kingston, Jamaïque

PARTICIPANTS

60 parlementaires, membres du personnel parlementaire et du gouvernement, et représentantes et représentants d'agences internationales et d'organisations de la société civile provenant de 10 pays

RÉUNION INTERPARLEMENTAIRE SUR L'ÉGALITÉ DES GENRES

#ParlAmericasGender

Cette activité organisée par le Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas a été accueillie par le Parlement de Jamaïque en collaboration avec le Bureau des affaires de genre. Elle invitait des parlementaires des Caraïbes anglophones et du Canada, des activistes et praticiens de la société civile, des chercheurs, du personnel parlementaire, et des représentantes et représentants du gouvernement à participer à une série de sessions de travail visant à analyser la façon dont les collaborations multisectorielles peuvent favoriser un changement culturel et juridique positif. La directrice générale de ParlAmericas, **Alisha Todd**, a animé les dialogues et les sessions de travail de cette réunion en mobilisant l'expertise des différentes parties prenantes afin de souligner les bonnes pratiques et les stratégies pour bâtir des alliances faisant avancer l'agenda pour l'égalité des genres.

La rencontre a débuté avec le discours de bienvenue de la sénatrice la Dr **Saphire Longmore** (Jamaïque), membre du Conseil d'administration de ParlAmericas; et de **Denzil Thorpe**, Secrétaire permanent au Ministère de la Culture, du Genre, du Divertissement et du Sport (Jamaïque), qui a remplacé l'hôtesse de la réunion, la ministre **Olivia Grange** (Jamaïque). Le discours principal a été prononcé par **Sheila Roseau**, directrice adjointe du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du [Fonds des Nations unies pour la population](#) (FNUAP).



Cette activité s'aligne avec les ODD 5 et 16

¹Auparavant nommé Groupe des femmes parlementaires



OLIVIA GRANGE (Jamaïque), ministre de la Culture, du Genre, du Divertissement et du Sport, et hôtesse de la réunion

« L'égalité des genres consiste à garantir que les hommes et les femmes jouissent équitablement des biens sociaux, opportunités, ressources et récompenses. Je suis ravie d'accueillir toutes nos délégations en Jamaïque et c'est avec impatience que j'attends nos discussions et l'impact qu'elles auront sur la société ».



Dr. **SAPHIRE LONGMORE** (Jamaïque), sénatrice et membre du Conseil d'administration de ParlAmericas

« Cette rencontre place délibérément la culture et les normes sociales au centre des conversations sur la lutte contre les inégalités de genre à travers nos fonctions législatives. Le Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas est un important forum de partage de connaissances dans ces domaines ».

« Je vous encourage à surfer sur la vague d'énergie qui fait suite aux discussions sur l'inégalité dans ses formes les plus manifestes et répandues. Travaillons ensemble pour retirer les œillères qui maintiennent toutes les autres formes d'inégalité de genre à l'ombre du public. Cela ne doit pas simplement signifier « nommer et humilier », mais construire des réseaux d'alliés, l'émergence d'espaces collaboratifs d'apprentissage et de partage, et le déploiement d'efforts pour rendre notre société plus juste, harmonieuse et équitable, où chacun peut participer et vivre libre et en paix». – SHEILA ROSEAU, directrice adjointe du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) ».

« Les décisions de nos parlements seront affectées si elles ne bénéficient pas de vastes expériences, rêves, aspirations et idées des femmes qui constituent la moitié de notre population. Par conséquent, nous avons tous un intérêt et un rôle dans le mouvement pour créer une véritable égalité des genres dans nos pays respectifs. Cette égalité des genres se traduira par des avantages pour chacun de nous ».

SHEILA ROSEAU, directrice adjointe du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP)



DENZIL THORPE (Jamaïque), secrétaire permanent au Ministère de la Culture, du Genre, du Divertissement et du Sport

La première session, « Approches globales pour lutter contre l'inégalité de genre », a abordé les politiques et les plans d'action nationaux. L'intervenante experte pour cette session, **Patricia Mohammed**, professeure à l'[Institut pour les études sur le genre et le développement](#) (IGDS) à l'Université des Indes occidentales (UWI), sur le campus St. Augustine, a parlé de l'idée de « metricizing » le genre pour les actions et interventions gouvernementales aux Caraïbes. Elle a souligné certaines des complexités qu'il y a à développer des cadres de travail autour du genre, et des plans possibles pour orienter l'élaboration des politiques à travers des coalitions. Lors de la discussion suivant cette [présentation](#), les participants ont été invités à réfléchir au rôle que les parlements peuvent jouer dans la promotion de politiques et de plans pour l'égalité des genres, et en garantissant des consultations et un suivi de résultat inclusifs. Participer à des comités mixtes spéciaux et travailler en dehors des lignes de parti ont été identifiés comme des mécanismes puissants dans ce contexte.

« Une bonne compréhension du genre, des outils d'analyse sexospécifique, de l'histoire du féminisme, de la lutte et de l'expérience des femmes dans le domaine de l'activisme, et la sensibilisation sont les meilleures qualifications pour élaborer une politique sur le genre ».

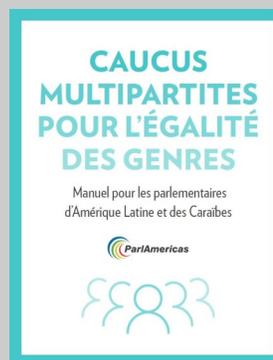
PATRICIA MOHAMMED, professeure d'études culturelles et sur le genre, Institut pour les études sur le genre et le développement (IGDS), Université des Indes occidentales (UWI) - campus St. Augustine



La professeure Mohammed a exposé six conditions nécessaires à la création d'un environnement propice au processus d'élaboration de lois sur le genre :

1. Conventions et accords signés informant toutes les politiques, y compris la [Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes](#) (CEDEF), la [Convention de Belém do Pará](#) et la [Déclaration et Programme d'action de Beijing](#)
2. Ressources pour le processus, dont un financement des agences de l'ONU
3. Identification d'organismes nationaux chargés de la surveillance et de la mise en œuvre
4. Consultation vaste avec des acteurs comme des ministères pertinents, la société civile et des experts professionnels
5. Sélection d'une équipe de consultants adaptée
6. Mobilisation d'appui parlementaire

Nouvelle publication sur les caucus sur le genre



Durant cette rencontre, ParlAmericas a présenté [Caucus multipartites pour l'égalité des genres : manuel pour les parlementaires](#) qui comprend un [outil de planification stratégique](#) d'appui à la création de caucus visant à favoriser la collaboration multipartite au sein du parlement pour l'intégration de l'égalité des genres et l'autonomisation politique des femmes.

Durant la session suivante, « Stratégies efficaces pour mobiliser les hommes », **Humberto Carolo**, directeur général de [White Ribbon](#), a rejoint les participants virtuellement pour [présenter](#) les domaines cibles, les programmes et les campagnes de cette organisation canadienne. Il a par exemple parlé de « [Men of Quality](#) », une initiative dans laquelle l'organisation collabore avec l'équipe de hockey de Toronto Maple Leafs, pour demander aux hommes et aux garçons de donner le bon exemple et de remettre en question le sexisme, l'homophobie, la transphobie et le racisme. **Patrick Prendergast**, directeur intérimaire du campus Mona Western Jamaica de l'UWI, a présenté un aperçu des stéréotypes et des schémas de socialisation pouvant influencer le détachement des hommes des dialogues sur le genre dans le contexte caribéen. Cette session a révélé toute une série de défis et d'opportunités de redéfinir les masculinités, les rapports de force et les rôles de genre traditionnels qui maintiennent le patriarcat. Les présentations des experts ont suscité des conversations franches et de nouvelles façons de penser par rapport aux normes des relations et des privilèges de genre. Les participants ont apporté des points de vue sur des points de départ efficaces pour inspirer la mobilisation des hommes, comme les équipes sportives, les espaces publics où les hommes se rassemblent et des rencontres réservées aux hommes menées par des spécialistes de l'égalité des genres.



HUMBERTO CAROLO,
directeur général,
White Ribbon

« Nous croyons que la solution pour lutter contre la violence sexiste et l'inégalité de genre doit impliquer les hommes. Les hommes doivent être impliqués dans la prévention, la sensibilisation, l'évolution des normes sociales et le façonnage d'un comportement positif. Mais nous devons faire cela dans le domaine des droits des femmes. Nous ne devons pas perdre de vue le but ultime de la mobilisation des hommes dans l'égalité des genres : promouvoir l'égalité des genres et transformer des aspects préjudiciables de la masculinité ».



PATRICK PRENDERGAST,
directeur intérimaire,
UWI - campus Mona
Western Jamaica

« Nous devons soulever celles et ceux qui participent véritablement au processus et font ce qui s'impose. Je crois qu'il faut commencer par là... Soulignons [le travail réalisé] en tant qu'exemple pour faire une différence ».

Kit d'outils en ligne « Alliés masculins pour l'égalité des genres »

En collaboration avec le Bureau multi-pays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes, ParlAmericas a développé un portail d'apprentissage pour permettre aux parlementaires de faire avancer l'égalité des genres dans les Caraïbes anglophones. Le premier [kit d'outils](#) est consacré à la participation des hommes à cet agenda; il contient des ressources sur l'importance de l'implication des hommes et des façons pratiques d'agir en tant qu'alliés au parlement et dans la vie quotidienne. Dans le kit d'outils, les parlementaires pourront trouver des vidéos utiles, des manuels à télécharger, des définitions contextuelles, des quiz et un forum pour soumettre des meilleures pratiques.

ParlTools

www.parlgendertools.org

La troisième session, « Les médias et les agents culturels » a été modérée par la présentatrice et spécialiste en communications de masse **Elaine Wint**. La directrice du collectif théâtral Sistren **Lana Finikin** a d'abord présenté leur travail reconnu employant des méthodologies créatives pour sensibiliser et défendre la justice sociale et de genre de manière accessible en Jamaïque et dans le monde entier. Par exemple, Sistren a utilisé l'art comme un outil pour sensibiliser les communautés marginalisées en réalisant des performances dans des espaces publics et en dialoguant avec les spectateurs. Sistren partage également les expériences de femmes concernant des questions politiques; par exemple, le groupe a joué lors d'une session parlementaire consacrée à la révision de la législation sur l'accès à l'avortement. Le cas d'étude suivant a été celui de [WMW Jamaica](#), présenté par la directrice générale **Patricia Phillips**. Elle a expliqué comment l'organisation utilise la défense, la recherche et la formation pour accomplir sa mission de promouvoir la conscience des questions liées au genre et l'égalité des genres dans les médias et la société en général. Un projet réussi mis en avant a été [PowHerHouse](#), qui utilise divers médias pour aider les femmes à revendiquer leurs droits au *leadership* et à la couverture

médiatique. Ces présentations ont été suivies de discussions sur le pouvoir de l'art, du divertissement et des médias en tant que véhicules pour déconstruire des normes préjudiciables et pour partager des témoignages d'expériences vécues.

Le collectif théâtral Sistren a démontré ses techniques pédagogiques au deuxième jour de la rencontre, en ouvrant la session « Avancer des réformes législatives pour l'égalité au travail : moments clés du changement » avec un sketch interactif. Par la suite, l'intervenante experte **Rose-Marie Antoine**, professeure et doyenne de la Faculté de droit de l'UWI, campus St. Augustine, a apporté un aperçu des mesures juridiques pour lutter contre le harcèlement sexuel en donnant des exemples de clauses pouvant renforcer la protection des victimes, comme le signalement par un tiers et les recours collectifs. Elle a également parlé de l'importance de l'« intersectionnalité », qui mène à penser aux façons dont la discrimination fondée sur la race et la classe sociale peuvent entraîner un chevauchement des vulnérabilités sociales pour certaines et certains.

Pour conclure la première journée de la rencontre, la haut-commissaire a prononcé un discours spécial sur les partenariats pour l'égalité des genres en Jamaïque, faisant référence à la [Politique d'aide internationale féministe](#) du Canada qui façonne des projets en cours dans la région des Caraïbes.

« C'est un bon moment pour s'impliquer dans l'élaboration des lois. Aujourd'hui, plus que jamais dans le monde entier, nous voyons que l'égalité des genres passe d'une conversation à un agenda engagé axé sur l'action. Comme on le dit en Jamaïque, « le temps est venu ! » En effet, le temps est venu et vos ateliers complets et stimulants sont un indicateur très important des changements qui se profilent ».



LAURIE PETERS,
Haut-commissaire
du Canada en
Jamaïque et les
Bahamas

« La politique des médias est un domaine auquel nous avons fait particulièrement attention au fil des années... Dans cette période, nous avons participé à des ateliers ciblant les jeunes et nous avons exercé une pression sur la société nationale de télédiffusion, ce qui a mené à la création du Code pour enfants sur la programmation ».



PATRICIA PHILLIPS,
directrice générale,
WMW-Jamaica



LANA FINIKIN,
directrice générale,
Collectif théâtral Sistren

« À Sistren, nous ne travaillons pas avec la fiction mais avec des faits. On utilise nos propres expériences personnelles et celles des femmes pour représenter [les problématiques] et encourager des personnes à adhérer au processus ».

« Je vois la loi comme un ingénieur social et un catalyseur de changement... Parfois, il faut créer la loi en premier lieu pour que le public prennent conscience d'une problématique. Parfois, la loi est le produit final. Souvent, dans nos sociétés, sur ces questions la loi est en avance car il existe des groupes et des ONG qui travaillent dur, mais le reste de la population n'est pas au même niveau. Parfois, la loi peut être cette force ».



ROSE-MARIE ANTOINE,
doyenne de la Faculté
de droit, UWI - campus
St. Augustine

La présentation de la Professeure Antoine a été suivie d'une intervention sur les projets de loi proposés actuellement pour lutter contre le harcèlement sexuel. **Sharon Robinson**, directrice principale par intérim du Bureau des affaires de genre de la Jamaïque, a partagé des informations concernant la législation sur le harcèlement sexuel en cours de révision en Jamaïque, au nom de la ministre Grange. Elle a expliqué que certains des efforts en ligne avec le projet de loi proposé concernent la sensibilisation à ce que constitue le harcèlement sexuel, ainsi que ce qui ne le constitue pas. **Joyce Murray** (Canada), membre du Parlement et secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor, a présenté le [Projet de loi C-65](#), qui vise à modifier le Code canadien du travail en matière de harcèlement et de violence. Si la loi était adoptée, cela affecterait tous les lieux de travail à réglementation fédérale dont le Parlement. Elle a également parlé d'initiatives comme le cours « Analyse comparative entre les genres plus » (ACS+), obligatoire pour les hauts fonctionnaires et la majorité du personnel parlementaire au Canada, et qui est aussi [accessible en ligne](#) pour le public général. Enfin, **Velma Newton**, directrice régionale du projet [IMPACT Justice](#), a expliqué le projet de loi sur le harcèlement sexuel modèle d'IMPACT Justice qui actualise la législation type du CARICOM et qui a fait l'objet de consultations dans la région. Cette session a ensuite laissé place aux Q&R, durant lesquelles les intervenants ont apporté davantage de détails techniques et sur leur vision concernant les diverses initiatives pour élaborer et partager la législation sur le harcèlement sexuel.



JOYCE MURRAY (Canada),
membre du Parlement et
secrétaire parlementaire
du président du Conseil du
Trésor

« La législation n'est pas la seule à faire une différence : les signaux du Premier ministre et la reconnaissance d'une erreur et l'engagement à la réparer sont également puissants. Mais la législation a un rôle particulier car elle ancre certains de ces concepts dans notre structure juridique ».

« Nous avons vu [#LifeinLeggings](#), [#MeToo](#), et l'après Harvey Weinstein. Beaucoup a été dit, il y a beaucoup plus d'information disponible et les attentes sont beaucoup plus grandes. Avec ces attentes, le projet de loi doit correspondre au contexte actuel, à ce que dit la région et à ce que dit la scène internationale ».



**SHARON COBURN
ROBINSON**, directrice
principale par intérim,
Bureau des affaires de
genre de la Jamaïque



VELMA NEWTON,
directrice régionale du
projet [IMPACT Justice](#) et
ancienne parlementaire
(Barbade)

« Je crois que la pièce maîtresse de notre législation est que nous avons apporté une politique sur le harcèlement sexuel dans une annexe... Quand elle sera terminée, nous nous assurerons qu'elle circule dans toute la région et les pays pourront en prendre ce qu'ils souhaitent voire la reproduire dans sa totalité ».

La dernière session, « Mobiliser des partenariats : Construire une campagne pour l'égalité des genres » a consisté en un exercice de World Café dans lequel les participants ont lancé et échangé des idées sur les considérations les plus importantes pour développer une campagne efficace pour la Journée internationale des femmes, notamment : 1) **les normes de genre sous-jacentes qui devraient être remises en question**; 2) **les partenaires stratégiques à mobiliser**; 3) **les liens avec le parlement national et l'agenda législatif**; 4) **des approches de diffusion publique pour différents publics cibles**; et 5) **promouvoir des impacts durables et transformateurs**. Alternant entre cinq tables de discussion sur ces sujets, les participants ont repris des idées qui avaient été travaillées par les groupes précédents et laissées sous forme d'ébauche ou de note. À la fin de la session, les délégués ont été encouragés à appliquer les idées mentionnées à la commémoration de la Journée internationale des femmes dans leur pays, dans la perspective du 8 mars 2018.

La réunion s'est terminée avec le discours de **Heather Cooke**, greffière des Chambres du Parlement jamaïcain.



Ce nuage de mots résume les points principaux des discussions du World Café. Les mots correspondent au sujet écrit dans la même couleur que le texte au-dessus.

Enregistrement graphique

Durant la réunion **Isabel Chender**, une facilitatrice et artiste à [Brave Space](#), en a capturé les discussions en temps réel pour créer une « fresque de dessin en direct. » Les illustrations seront utilisées dans de prochains outils et rapports de ParlAmericas, et peuvent être visualisées dans la [galerie photo](#) accessible sur la [page de ressources](#) en ligne de la réunion.



Pour des informations concernant le travail du RPEG, veuillez contacter le programme pour l'égalité des genres de ParlAmericas : parlamericasgen@parlamericas.org.

PARLEMENTS REPRÉSENTÉS



ANTIGUA-ET-
BARBUDA



LES BAHAMAS



BELIZE



CANADA



GUYANE



JAMAÏQUE

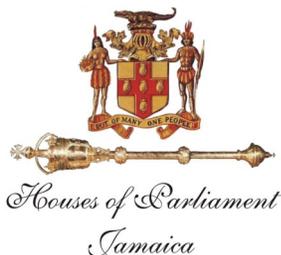


SAINT-KITTS-ET-
NEVIS



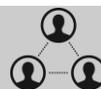
SAINTE LUCIE

Cette rencontre a été possible grâce au soutien généreux du Parlement de Jamaïque, du Ministère de la Culture, du Genre, du Divertissement et du Sport, et du Gouvernement canadien par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.



Canada

PARLAMERICAS



ParlAmericas est l'institution qui promeut la **DIPLMATIE PARLEMENTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN**



ParlAmericas est composé des 35 **ASSEMBLÉES LÉGISLATIVES** de l'Amérique du Nord, centrale et du Sud, et des Caraïbes



ParlAmericas facilite l'échange des **MEILLEURES PRATIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF**



ParlAmericas intègre l'**ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif



ParlAmericas promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, de responsabilisation, de participation citoyenne, et d'éthique et probité



ParlAmericas encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**



ParlAmericas travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX**



ParlAmericas est basé à **OTTAWA, CANADA**

Secrétariat International de ParlAmericas
710—150 Wellington St., Ottawa, Ontario, K1P 5A4 Canada
Téléphone: +1 (613) 594-5222 | Fax: +1 (613) 594-4766
www.parlAmericas.org | info@parlAmericas.org

